

<https://acdn.net/spip/spip.php?article1271>



Les Français mesurent-ils le danger ?

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : dimanche 19 décembre 2021

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Alors que les tambours de guerre battent à l'Est de l'Europe, en France on ne voit rien venir en dehors de la N-ième vague du Covid, on n'entend rien que les joutes d'ambitieux qui rêvent d'occuper ou de réoccuper la place du monarque et de jouer les Jupiter, sans autre vision historique que celle de leur propre destinée.

Selon le secrétaire général de l'ONU **António Guterres** et selon de très nombreux observateurs à travers le monde (sauf en France), **le plus grave danger qui nous menace aujourd'hui, parallèlement au dérèglement climatique, ce sont la guerre et les armes nucléaires, qui nous préparent l'apocalypse. Est-ce une fatalité ? Oui, si l'on continue à faire l'autruche. Non, si l'on affronte le danger, comme l'histoire le prouve.**

En janvier 1986, Mikhaïl Gorbatchev, alors à la tête de l'Union Soviétique depuis environ six mois, lançait un appel surprenant : « Plus aucune arme nucléaire d'ici l'an 2000 ! ». Le monde hébergeait alors près de 70 000 « têtes nucléaires » (70 000 bombes atomiques, la plupart thermonucléaires, ou « bombes H », d'une puissance bien supérieure à celles d'Hiroshima et de Nagasaki). Le monde traversait la « crise des euromissiles ». En septembre 1983, on avait échappé de très peu, sans le savoir, à une guerre atomique. Les SS-20 russes et les Pershing 2 américains se faisaient face en Europe. A la tête des Etats-Unis, Ronald Reagan considérait l'Union Soviétique comme « l'Empire du mal ».

Gorbatchev vint bouleverser la donne. Etait-il sincère ? Oui. Mais cela n'avait rien d'évident. Fallait-il lui faire confiance ? Oui. Ses démarches diplomatiques l'ont prouvé par la suite. Moins de deux ans plus tard, le 7 décembre 1987, il signait avec Ronald Reagan le Traité de Washington, qui mettait fin à la crise des euromissiles en convenant d'éliminer d'Europe toutes les Forces Nucléaires Intermédiaires (FNI).

L'air du temps en était radicalement changé. On allait changer d'ère. Pendant 40 ans, les armes atomiques avaient « gelé » la division de l'Europe. L'élimination des « fusées » sonna le glas de la « Guerre froide ». Encore deux ans, et le mur de Berlin tombait. Le « rideau de fer » se leva, sans un coup de feu, sans un mort, grâce à Gorbatchev, rejoint par Reagan - grâce au désarmement nucléaire.

Malheureusement, en l'an 2000, il restait encore des milliers d'armes nucléaires, et le 11 septembre 2001, que l'arsenal nucléaire américain fut bien incapable de « dissuader », servit au contraire à renverser la tendance et remilitariser le monde, pour le plus grand plaisir des marchands d'armes. Actuellement, il reste environ 13 000 bombes atomiques - de quoi massacrer au moins cinq fois la totalité des 7 milliards d'humains, et l'on réarme partout à tour de bras. La France peut à elle seule, avec ses quelque 300 « têtes », faire un milliard de morts (une « stricte suffisance », disent nos stratèges). Elle n'oublie pas non plus d'alimenter les guerres en exportant ses armes. Que ne fait-on pas pour « la balance des paiements », l'« emploi », le « savoir-faire » et « le prestige français » ! Disons-le, cette France-là est odieuse.

Il n'empêche : l'histoire prouve que l'abolition des armes nucléaires peut jouer un rôle formidable pour pacifier le monde. En effet, pour que les Etats dotés de ces armes consentent à leur élimination, il faut qu'elle soit mutuelle, progressive, négociée, dûment contrôlée, et pour finir, totale. D'autre part il faut que les différends et les conflits régionaux soient résolus pacifiquement. Peut-on imaginer que l'Inde et le Pakistan, par exemple, puissent renoncer à leurs armes nucléaires s'ils ne résolvent pas durablement le conflit du Cachemire ? Evidemment pas. L'abolition des armes nucléaires exige donc un gros travail diplomatique, qu'elle favorisera en même temps, tout comme le traité de Washington permit la chute du mur de Berlin. Elle contribuera à instaurer un cercle vertueux. En revanche, sans elle, nous courons à la catastrophe et nous ne pourrions pas non plus relever les défis gravissimes, tel celui du climat, qui exigent une vraie coopération internationale et une confiance mutuelle. Il va sans dire que ce travail diplomatique ne doit pas seulement impliquer la France et l'Occident, mais aussi la Russie, le Moyen-Orient, Israël et Iran compris, et l'Extrême-Orient, Inde, Pakistan, Chine et Corées comprises.

Les Français mesurent-ils le danger ?

En France on ne parle pratiquement pas de ce sujet. C'est ce qui m'a conduit à me porter de nouveau, vingt ans après la première fois, candidat à l'élection présidentielle : pour que nous puissions enfin respirer sans cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes, pour décider nous-mêmes quels sont nos « intérêts vitaux » et comment nous entendons les défendre, pour prendre en main notre destin et nous occuper de mieux vivre entre nous, avec les autres peuples et avec la nature. Pour affirmer la vie contre la terreur atomique.

Tout dépend de ce choix capital. La COP 26 a été incapable de rassembler 100 milliards de dollars par an pour aider les pays pauvres à affronter les effets désastreux du réchauffement climatique. Pourtant, le monde a consacré, en 2020, 2000 milliards de dollars aux dépenses militaires (source : SIPRI) - le montant le plus élevé de toute l'histoire de l'humanité, guerres mondiales comprises ! C'est là qu'un choix fondamental doit être fait pour l'humanité et la planète. Privilégions la vie et changeons maintenant de logiciel ! Avant la catastrophe.

Cependant, l'objectif de ma candidature ne s'arrête pas là. Il y a tant de besoins à satisfaire, humains, sociaux, alimentaires, éducatifs, écologiques, sanitaires... besoins que les bombes ne satisferont jamais ! La Charte pour une France et un monde humains, issue d'une « convention citoyenne » réunie en 2011 à l'appel de plusieurs associations, pourrait être notre « cahier des charges » pour bâtir ce monde ensemble.

Ce choix entraînera assurément une tâche considérable. Mais, militant depuis des décennies dans le milieu associatif, je suis certain que la société française est parfaitement capable de l'accomplir, avec l'imagination, l'intelligence, la générosité, les compétences et les énergies prodigieuses qu'elle recèle et qu'il s'agira de mobiliser lors du prochain quinquennat. Grâce à la société civile, à chaque citoyen, aux maires, qui contribuent à améliorer la vie quotidienne des Français autant qu'on le leur permet, et à tous les élus soucieux de démocratie qui parraineront ma candidature pour que le peuple français puisse s'exprimer par référendum sur une question dont dépendent sa survie et celle de l'humanité.

Jean-Marie Matagne

contact@acdn.net

www.tousaleysee.net